



**C. ARTICLES DE CONVENTION**

**C1. REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE**

Sabine Toussaint  
Direction de l'exécution des projets - ARPM  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1A 0G2

Téléphone : 613-941-5130  
Télécopieur : 613-957-4301  
Courriel :  
Sabine.Toussaint@international.gc.ca

**ÉBAUCHE**

**Contrat de services**

entre

**Sa Majesté la Reine du Canada** (ci-après  
« Sa Majesté »), représentée par le Ministre des  
Affaires étrangères (ci-après le « Ministre »)

et

(INSÉRER LA DÉSIGNATION SOCIALE  
COMPLÈTE DE L'ENTREPRENEUR)  
(INSÉRER L'ADRESSE DE  
L'ENTREPRENEUR)  
(ci-après « l'entrepreneur »)

pour

l'exécution des travaux décrits à l'appendice A  
- Énoncé des travaux.

<b>C2. TITRE</b> Soutien de gestion de projet et des services 'estimation et contrôle des coûts de construction pour l'aménagement des locaux de la Délégation canadienne conjointe au nouveau siège de l'OTAN à Bruxelles, en Belgique.								
<b>C3. PÉRIODE DU CONTRAT</b> Début : INSÉRER LA DATE Fin : INSÉRER LA DATE								
<b>C4. NUMÉRO DU CONTRAT</b> 0	<b>C5. NUMÉRO DU PROJET</b> B-BNATO-100	<b>C6. DATE</b> INSÉRER LA DATE						
<b>C7. DOCUMENTS AFFÉRENTS AU CONTRAT</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Ces articles de convention</li> <li>Conditions supplémentaires (partie I)</li> <li>Conditions générales (partie II)</li> <li>Énoncé des travaux (appendice A)</li> <li>Demande de propositions</li> <li>Proposition de l'entrepreneur</li> </ol> <p>En cas d'incompatibilités, d'incohérences ou d'ambiguïtés dans le libellé de ces documents, le document qui apparaît en tête de la liste ci-dessus prévaudra.</p>								
<b>C8. Montant du contrat</b> Sa Majesté paiera à l'entrepreneur un montant ne dépassant pas 0,00 EUROS, qui sera versé de la manière suivante :								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Étape</th> <th>Montant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Taux horaires maximums</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Décaissements / allocations en espèces</td> <td>Aucun</td> </tr> </tbody> </table>		Étape	Montant	Taux horaires maximums		Décaissements / allocations en espèces	Aucun	
Étape	Montant							
Taux horaires maximums								
Décaissements / allocations en espèces	Aucun							
Tous les montants sont indiqués en EUROS, TVA inclusive.								
<b>C9. FACTURES</b> Il convient d'envoyer au représentant du Ministère deux (2) copies indiquant : <ol style="list-style-type: none"> <li>le montant du paiement partiel demandé pour les services dispensés à la satisfaction du Ministère;</li> <li>le montant de toute taxe (TVA comprise), calculé conformément aux dispositions législatives applicables;</li> <li>la date;</li> <li>le nom et l'adresse du destinataire;</li> <li>la description des travaux exécutés;</li> <li>le nom du projet;</li> <li>le numéro du contrat.</li> </ol>								
<b>C10. LOIS APPLICABLES</b> Lois en vigueur dans la province de l'Ontario (Canada)								
<b>POUR L'ENTREPRENEUR</b>		Sceau social						
Signature	Date							
Nom et titre (en lettres moulées)								
<b>POUR LE MINISTRE</b>								
Signature	Date							
Nom et titre (en lettres moulées)								

---

**SECTION I – CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES****CS1 EXIGENCES EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES**

- 1.1 Le représentant du Ministère a le droit d'approuver la nomination de tous les membres du personnel et le droit d'exiger que l'entrepreneur retranscrive de l'effectif tout employé que le représentant du Ministère juge non qualifié, incompetent, peu serviable ou autrement inacceptable.
- 1.2 Si l'un ou l'autre membre du personnel nommé dans la proposition de prix n'est pas en mesure d'accomplir ses tâches parce qu'il est décédé ou malade, qu'il a démissionné, que le représentant du Ministère a demandé qu'il soit rayé de l'effectif, ou pour des raisons semblables, le consultant doit soumettre par écrit au représentant du Ministère, dans les plus brefs délais, les noms et les qualifications des remplaçants proposés.
- 1.3 Le fait que le consultant échoue à maintes reprises ou qu'il tarde beaucoup à fournir du personnel qualifié qui satisfait aux exigences énoncées et qui, selon le représentant du Ministère, pourra offrir les services prévus au contrat peut être considéré par le représentant du Ministère comme un motif suffisant de mettre fin à une partie ou à la totalité des travaux entrepris en vertu de la partie CG9 du présent contrat.

**CS2 TAUX HORAIRES**

Les taux horaires comprennent tous les décaissements liés à l'administration, aux frais généraux, aux taxes (à l'exclusion de la TVA), aux cotisations de la sécurité sociale, aux déplacements locaux et aux décaissements généraux. Les débours spéciaux pour des dépenses comme les frais à payer pour des copies de documents municipaux seront remboursés seulement s'ils sont préapprouvés par écrit par le représentant du Ministère. Les factures doivent être présentées sur une base mensuelle. Tous les travaux doivent être exécutés à Bruxelles (Belgique). Aucun déplacement à l'extérieur n'est requis.

Les taux horaires suivants doivent être appliqués pour la durée du contrat :

Métreur (économiste) principal : \_\_\_\_ euros/heure

Métreur (économiste) subalterne : \_\_\_\_\_ euros/heure

Les taux horaires ne comprennent pas la TVA.

**CS3 DÉPENSES MAXIMALES**

Les dépenses maximales en vertu de ce contrat doivent être de xxx euros, incluant la TVA, conformément à l'article C8 « Montant du Contrat ». Toutefois, aucune garantie de demandes de services minimale n'a été fixée.

**CS4 MODALITÉS DE PAIEMENT**

Les articles C8 « Montant du contrat » et C9 « Factures » constituent la totalité des modalités de paiement pour ce contrat.

## SECTION II – CONDITIONS GÉNÉRALES

**CG1. INTERPRÉTATION**

- 1.1** Dans le présent contrat,
- 1.1.1** « Contrat » signifie un accord conclu entre Sa Majesté et un entrepreneur pour l'acquisition par le Canada, ou la fourniture à celui-ci, de marchandises et/ou de services;
- 1.1.2** « Invention » s'entend de tout nouvel art, processus, machine, fabrication ou composition de matière, ou toute amélioration nouvelle et utile de ceux-ci;
- 1.1.3** « Ministre » désigne le ministre des Affaires étrangères et toute personne dûment autorisée à agir au nom du Ministre;
- 1.1.4** « Travaux » désigne, sauf disposition contraire du contrat, tout ce qui doit être fait, fourni ou livré par l'entrepreneur pour l'accomplissement de ses obligations en vertu du contrat;
- 1.1.5** « Représentant du Ministère » comprend le fonctionnaire ou l'employé désigné par les Articles de convention, y compris une personne autorisée par le représentant du Ministère à exercer en son nom les fonctions prévues au contrat. Un représentant du Ministère peut parfois agir à titre de responsable technique.
- 1.1.6** « Responsable technique » (également appelé parfois « chargé de projet ») : fonctionnaire canadien chargé d'inspecter l'exactitude de tous les aspects des travaux tels qu'ils sont décrits dans l'Énoncé des travaux;
- 1.1.7** « Jours » désigne des jours civils continus, y compris les fins de semaine et les jours fériés;
- 1.1.8** Les titres utilisés dans ces conditions générales sont insérés pour faciliter la référence seulement et ne doivent pas modifier leur interprétation;
- 1.1.9** Dans le contrat, les termes utilisés au singulier comprennent le pluriel, et vice versa, et les termes employés au masculin comprennent le féminin et le neutre.

**CG2. SÉCURITÉ INFORMATIQUE**

- 2.1** Conformément à la politique ministérielle sur la sécurité informatique, toutes les disquettes, qu'il s'agisse de logiciels ou de données, doivent être vérifiées par balayage pour la détection des virus. Il faut obtenir l'approbation de la Direction générale de la gestion de l'information et de la technologie/SXD avant de télécharger tout logiciel, programme ou donnée informatiques dans tout ordinateur ministériel.
- 2.2** Le non-respect de cette exigence pourrait entraîner l'exclusion de votre organisme de l'étude en vue de travaux futurs dans le cadre de marchés avec Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

**CG3. SUCCESEURS ET AYANTS DROIT**

- 3.1** Le présent marché s'applique au bénéfice des parties à ce contrat et de leurs héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et ayants droit autorisés et il lie ces derniers.

**CG4. CESSIION**

- 4.1** Le contrat ne peut être cédé, en totalité ou en partie, par l'entrepreneur sans le consentement écrit préalable du Ministre. Toute cession faite sans ce consentement sera considérée comme nulle et sans effet.
- 4.2** Nulle cession du marché ne libérera l'entrepreneur d'une quelconque obligation prévue par le contrat ni n'imposera une quelconque responsabilité à Sa Majesté ou au Ministre, sauf si un consentement écrit à l'effet contraire est obtenu du Ministre.

**CG5. RIGUEUR DES DÉLAIS**

- 5.1** Les délais sont de rigueur dans le présent contrat.
- 5.2** Tout retard pris par l'entrepreneur à honorer les obligations découlant du contrat, qui est causé par des événements indépendants de sa volonté et qui n'aurait pu être ni prévu ni évité par des mesures raisonnables à sa disposition, constitue un retard excusable. Ces événements peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter : une catastrophe naturelle, un acte de Sa Majesté, un acte d'une administration locale ou d'un gouvernement provincial, un incendie, une inondation, une épidémie, des restrictions phytosanitaires, une grève ou autre agitation ouvrière, un embargo sur les expéditions ou des conditions météorologiques exceptionnellement mauvaises.
- 5.3** L'entrepreneur avisera le Ministre de l'événement à l'origine du retard excusable tout de suite après l'événement. Dans l'avis, il exposera les raisons et les circonstances du retard, et indiquera la partie des travaux touchée par le retard. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournira la description, sous une forme convenant au Ministre, des plans de redressement, y compris les sources d'approvisionnement de rechange et tout autre moyen qu'emploiera l'entrepreneur pour rattraper le retard et prévenir un autre retard. Une fois les plans de redressement approuvés par écrit par le Ministre, l'entrepreneur les mettra en œuvre et emploiera tous les moyens raisonnables pour récupérer le temps perdu par suite du retard excusable. L'entrepreneur paiera les coûts supplémentaires causés par le retard.
- 5.4** Faute de donner les avis exigés dans le contrat, tout retard qui constituerait un retard excusable sera réputé non excusable.
- 5.5** Même si l'entrepreneur se conforme aux exigences de la clause CG5.3, Sa Majesté peut exercer le droit de résiliation prévu à la clause CG8.

**CG6. INDEMNISATION**

- 6.1** L'entrepreneur tient indemne et à couvert Sa Majesté et le Ministre à l'égard de l'ensemble des réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses, poursuites en justice et autres procédures, faits, soutenus, portés en justice, poursuivis, menacés d'être portés en justice ou poursuivis, qui sont, d'une manière ou d'une autre, attribuables à, fondés sur ou occasionnés par toute blessure ou décès d'une personne, ou tout dommage à un bien ou toute perte d'un bien découlant d'un acte

- volontaire ou d'une négligence, d'une omission ou d'un retard de la part de l'entrepreneur ou de ses employés ou agents dans le cadre de l'exécution des travaux, ou qui résultent de ces travaux. Tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge sur (ou à l'égard de) tout matériel, partie, travaux en cours ou achevés, fournis au Canada ou à l'égard desquels un paiement a été fait par le Canada.
- 6.2** L'entrepreneur indemnisera Sa Majesté et le Ministre pour tous les coûts, frais et dépenses et autres supportés ou engagés dans (ou au sujet de) toutes les réclamations, actions, poursuites et procédures pour l'utilisation d'une invention revendiquée dans un brevet, ou pour le non-respect ou le non-respect présumé de tout brevet ou de tout dessin industriel déposé, ou de tout droit d'auteur découlant de l'exécution des obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat, et à l'égard de l'utilisation ou de l'aliénation par Sa Majesté d'une chose quelconque fournie en vertu du contrat.
- 6.3** L'obligation qui incombe à l'entrepreneur d'indemniser ou de rembourser Sa Majesté en vertu du marché n'empêche pas celle-ci d'exercer tout autre droit que lui confère la loi.
- 6.4** L'entrepreneur déclare qu'il n'est pas un employé, un fonctionnaire ou un agent de Sa Majesté et qu'il ne se présentera pas ou ne se fera pas passer comme tel auprès de tiers. Dans la mesure où des tiers, sur la foi des représentations données par l'entrepreneur, considèrent ce dernier comme un agent ou un employé du Ministre, l'entrepreneur convient d'indemniser le Ministre de toute perte ou de tout dommage et des coûts causés, de ce fait, par ces tiers.
- CG7. Avis**
- 7.1** Tout avis, demande, ordre, consentement, décision ou toute autre communication que l'une ou l'autre des parties est tenue de donner en application du présent marché, doit être donné par écrit et est présumé avoir été réellement transmis :
- 7.1.1** s'il est signifié au représentant du Ministère ou à celui de l'expert-conseil (selon le cas), le jour de la signification; ou
- 7.1.2** s'il est envoyé par courrier recommandé, le jour où le récépissé postal est signé par l'autre partie; ou
- 7.1.3** s'il est envoyé par télécopieur ou par un autre moyen électronique, trois (3) jours ouvrables après sa transmission.
- 7.2** L'adresse de l'une ou l'autre des parties contractantes ou de la personne autorisée à recevoir les avis peut être modifiée à l'aide d'un avis donné de la façon mentionnée dans la présente disposition.
- CG8. RÉSILIATION OU SUSPENSION**
- 8.1** Le Ministre peut, par l'envoi d'un avis à l'entrepreneur, résilier ou suspendre les travaux concernant la totalité, une partie ou des parties des travaux non achevés. L'entrepreneur devra achever les parties des travaux non touchées par l'avis de résiliation. Des avis additionnels peuvent être donnés ultérieurement pour différentes parties du marché.
- 8.2** Tous les travaux achevés par l'entrepreneur à la satisfaction de Sa Majesté avant l'envoi d'un tel avis seront payés par Sa Majesté, conformément aux dispositions du contrat.
- 8.3** Tous travaux non achevés avant l'envoi d'un tel avis devront être payés à l'entrepreneur par Sa Majesté, selon les modalités suivantes :
- 8.3.1** le montant de toutes dépenses d'immobilisations réellement engagées, seulement si elles ont été explicitement autorisées en vertu du contrat ou approuvées par écrit par le Ministre aux fins du contrat, moins tout amortissement connexe déjà pris en considération dans la détermination du coût, dans la mesure où les dépenses d'immobilisations sont convenablement réparties sur l'exécution du marché;
- 8.3.2** tous les coûts et faux frais de la résiliation des travaux ou d'une partie de ceux-ci, notamment le coût de l'annulation des obligations incombant à l'entrepreneur en ce qui a trait aux travaux ou à la partie de ceux-ci qui sont résiliés; mais cela ne comprend pas le coût des indemnités de cessation d'emploi ou des dommages versés aux employés dont les services ne sont plus nécessaires par suite de la résiliation;
- 8.3.3** quand Sa Majesté paie les coûts d'inventaire en vertu de la clause CG8, cet inventaire doit revenir à Sa Majesté.
- 8.4** Le paiement et le remboursement en vertu des dispositions de la clause CG8 ne seront effectués que dans la mesure où il est établi à la satisfaction du Ministre que les coûts et dépenses ont été réellement engagés par l'entrepreneur et qu'ils sont justes et raisonnables et convenablement attribuables à la résiliation ou à la suspension des travaux ou d'une partie de ceux-ci.
- 8.5** L'entrepreneur n'aura pas droit au remboursement de tout montant qui, joint à tous les montants payés ou étant dus à l'entrepreneur en vertu du contrat, dépasse le montant du contrat applicable aux travaux ou à une partie particulière de ceux-ci.
- 8.6** L'entrepreneur ne présentera aucune réclamation de dommages, compensation, perte de profit, allocations ou autres causés par toute mesure prise ou avis donné par le Ministre ou en découlant directement ou indirectement, en vertu des dispositions de la clause CG8, sauf si cela est expressément prévu dans ladite clause.
- CG9. RÉSILIATION ATTRIBUABLE AU MANQUEMENT DE L'ENTREPRENEUR**
- 9.1** Sa Majesté peut, au moyen d'un avis à l'entrepreneur, résilier la totalité ou partie du présent contrat :
- 9.1.1** si l'entrepreneur devient failli ou insolvable, ou s'il fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou fait cession de ses biens au bénéfice de ses créanciers, ou si une ordonnance est rendue ou une résolution adoptée en vue de la liquidation de l'entrepreneur, ou si l'entrepreneur invoque le bénéfice d'une loi

- en vigueur qui se rapporte aux débiteurs faillis ou insolubles; ou
- 9.1.2** si l'entrepreneur manque de respecter une de ses obligations en vertu du contrat ou si, de l'avis du Ministre, il ne progresse pas suffisamment et compromet ainsi l'exécution du marché conformément aux modalités établies.
- 9.2** Si Sa Majesté résilie les travaux en totalité ou en partie en vertu de la clause CG9.1, Sa Majesté peut prendre des dispositions, selon les modalités et de la manière qu'elle jugera à propos, pour que toute partie des travaux prévue par le contrat et résiliée soit exécutée, et l'entrepreneur sera responsable envers Sa Majesté des coûts excédentaires se rapportant à l'exécution de ces travaux.
- 9.3** Dès la résiliation des travaux selon la clause CG9.1, le Ministre pourra obliger l'entrepreneur à remettre et à transférer à Sa Majesté, de la manière et dans la mesure précisées par le Ministre, le titre de propriété des ouvrages terminés qui n'ont pas été livrés et acceptés avant ladite résiliation, ainsi que les matériaux ou travaux en cours que l'entrepreneur aura expressément acquis ou produits pour l'exécution du contrat. Sa Majesté paiera à l'entrepreneur, pour l'ensemble des travaux terminés qui auront été livrés conformément à une telle directive, et acceptés par Sa Majesté, le coût pour l'entrepreneur desdits travaux, ainsi que la part proportionnelle de tous honoraires fixés par ledit contrat, et elle paiera ou remboursera à l'entrepreneur le coût juste et raisonnable pour ce dernier de tous les matériaux ou travaux en cours livrés à Sa Majesté conformément à une telle directive. Sa Majesté pourra retenir des sommes dues à l'entrepreneur les sommes qui, selon le Ministre, seront nécessaires pour protéger Sa Majesté contre les coûts excédentaires de l'exécution des travaux.
- 9.4** L'entrepreneur n'aura pas droit au remboursement de tout montant qui, joint à tous les montants payés ou étant dus à l'entrepreneur en vertu du contrat, dépasse le montant du contrat applicable aux travaux ou à une partie particulière de ceux-ci.
- 9.5** Si, après avoir envoyé un avis de résiliation en vertu de la clause CG9.1, le Ministre établit que le manquement de l'entrepreneur est dû à des causes indépendantes de la volonté de ce dernier, l'avis de résiliation sera réputé avoir été envoyé en vertu de la clause CG8.1, et les droits et obligations des parties en cause seront régis par la clause CG8.

**CG10. CRÉDITS PARLEMENTAIRES**

- 10.1** Conformément à l'article 40 de la *Loi sur la gestion des finances publiques du Canada*, tout paiement en vertu du marché est subordonné à l'existence d'un crédit particulier ouvert pour l'exercice au cours duquel des engagements découlant du marché sont susceptibles d'arriver à échéance.

**CG11. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES**

- 11.1** Aucun membre de la Chambre des communes du Canada ne sera admis à prendre part au présent

marché dans son ensemble ou en partie, ni à en tirer un quelconque avantage.

**CG12. COMPTES ET VÉRIFICATION**

- 12.1** L'entrepreneur devra tenir les comptes et des registres du coût pour lui-même des travaux et de toutes les dépenses ou engagements qu'il a faits en liaison avec ceux-ci, et il devra garder toutes les factures, reçus et pièces justificatives connexes. L'entrepreneur ne devra, sans le consentement préalable écrit du Ministre, aliéner aucun de ces comptes, registres, factures, reçus ou pièces justificatives, jusqu'à expiration de six (6) années après le paiement final en vertu du présent contrat, ou jusqu'au règlement du plus tardif de toutes les réclamations et de tous les différends non réglés.
- 12.2** Tous ces comptes et registres ainsi que toutes les factures, reçus et pièces justificatives devront en tout temps, pendant la période de conservation indiquée dans la clause CG12.1, être ouverts à la vérification, l'inspection et l'examen par les représentants autorisés du Ministre, qui peuvent en faire des copies et en prendre des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les facilités pour de telles vérifications et inspections, de même que toute l'information dont les représentants du Ministre sont susceptibles d'avoir besoin, de temps à autre, au sujet de ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives.

**CG13. CONFLIT D'INTÉRÊTS**

- 13.1** L'entrepreneur déclare n'avoir aucun intérêt dans les affaires d'une tierce partie qui provoquerait un conflit d'intérêts ou une apparence de conflit d'intérêts lors de l'exécution des travaux. Si un intérêt devait survenir pendant la durée de vie du présent Accord, l'entrepreneur le déclarera immédiatement par écrit au représentant du Ministère.
- 13.2** L'une des conditions du présent contrat prévoit que nul ancien titulaire d'une charge publique qui ne se conforme pas aux dispositions du Code canadien régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, n'est admis à tirer directement avantage du marché.

**CG14. STATUT DE L'ENTREPRENEUR**

- 14.1** Le présent contrat est un contrat de prestation de service et l'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, en tant qu'entrepreneur indépendant, aux fins de la livraison d'une marchandise ou de marchandises et/ou de la prestation d'un service. Ni l'entrepreneur, ni aucun de ses employés n'est engagé en vertu du contrat en tant qu'employé, fonctionnaire ou agent de Sa Majesté. L'entrepreneur convient qu'il est l'unique responsable de tous les paiements et/ou déductions qui doivent être faits, y compris pour le Régime de pensions du Canada ou le Régime des rentes du Québec, l'assurance-emploi, le régime d'indemnisation des accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.

**CG15. GARANTIE**

- 15.1 Nonobstant l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci, et sans restriction d'aucune autre disposition du contrat ou d'aucune condition, garantie ou disposition signifiée ou imposée par la loi, l'entrepreneur assure que, pendant une période de douze (12) mois à partir de la date de livraison ou, si l'acceptation a lieu à une date ultérieure, à partir de la date d'acceptation ou, dans le cas d'une autre période, comme cela est indiqué dans l'accord écrit conclu entre les parties, les travaux qui seront exécutés seront exempts de tout vice dans la conception, les matériaux ou l'exécution, et seront conformes aux exigences du contrat, étant entendu qu'en ce qui concerne les biens du gouvernement, la garantie de l'entrepreneur couvrira seulement sa propre participation aux travaux. Par ailleurs, l'entrepreneur a l'obligation de respecter toute autre garantie prévue par la loi.
- 15.2 Dans l'éventualité d'un défaut ou d'un manque de conformité dans une partie quelconque des travaux pendant la période de garantie définie dans les clauses CG15.1 et CG15.5, l'entrepreneur devra, à la demande du Ministre, réparer, remplacer ou rendre autrement satisfaisant, selon son choix et à ses frais, la partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du marché.
- 15.3 Les travaux, ou toute part de ceux-ci, jugés défectueux ou non conformes, seront retournés dans les installations de l'entrepreneur aux fins de remplacement, réparation ou d'un rétablissement satisfaisant, étant entendu que si, de l'avis du Ministre, il n'est pas indiqué de retirer les travaux de l'endroit où ils se trouvent, l'entrepreneur effectuera toute réparation ou tout rétablissement nécessaire des travaux sur ce lieu et, dans la mesure où le défaut ne se produit pas pendant la période de garantie, percevra le coût juste et raisonnable (y compris le montant des frais raisonnables de déplacement et de subsistance) engagé pour ce faire, sans qu'aucune allocation ne soit versée en cela à titre de profit, moins un montant égal au coût de rectification du défaut ou de la non-conformité dans les installations de l'entrepreneur.
- 15.4 Le Canada paiera les frais de transport associés au retour de tous travaux ou d'une partie de ceux-ci dans les installations de l'entrepreneur en vertu de la clause CG15.3, et l'entrepreneur paiera les frais de transport associés à l'envoi des travaux de remplacement ou au retour des travaux ou de partie de ceux-ci, une fois rectifiés, au point de livraison indiqué dans le contrat, ou un coût moindre, le cas échéant, pour transporter les travaux ou partie de ceux-ci à un autre endroit indiqué par le responsable technique.
- 15.5 La période de garantie exposée dans la clause CG15.1 sera prolongée de la durée de toute période, pendant la durée de vie de la garantie, y compris toute prolongation de ce type, au cours de laquelle les travaux ne sont pas disponibles pour une utilisation ou ne peuvent être utilisés à cause d'un défaut ou d'une non-conformité mentionnée dans cette partie, moins la durée de tout retard mis par le Canada à informer l'entrepreneur du défaut ou de la non-conformité ou à retourner le travail ou la partie de celui-ci aux installations de l'entrepreneur. Au moment du retour du travail ou de la partie restante, y compris toute prolongation de ce type.
- 15.6 Les garanties exposées dans la clause CG15.1 s'appliqueront à toute partie des travaux réparée, remplacée ou autrement rendue satisfaisante en vertu de la clause CG15.2, pendant la plus grande des périodes suivantes :
- 15.6.1 la période de garantie restante en vertu de la clause CG15.5, ou
- 15.6.2 quatre-vingt-dix (90) jours, ou une autre période de ce genre comme cela est indiqué à cette fin dans l'accord écrit entre les parties.
- 15.7 Toutes les dispositions des clauses CG15.2 à CG15.6 inclusivement s'appliquent (avec des changements minimes selon les nécessités du contexte) à toute partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme au contrat pendant cette période.
- CG16. MODIFICATIONS ET RENONCIATIONS**
- 16.1 Aucun changement de conception, aucune modification des travaux ou du contrat ne seront contraignants, à moins d'être incorporée dans le contrat sous forme d'exposé écrit des modifications ou des changements de conception, validé par les représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.
- 16.2 Bien que l'entrepreneur puisse discuter avec le responsable technique de tous les changements ou modifications proposés de l'étendue des travaux, le Canada ne sera pas tenu responsable du paiement des coûts de ces changements ou modifications tant qu'ils n'auront pas été incorporés dans le contrat conformément à la clause CG16.1.
- 16.3 Aucune renonciation ne sera valide, contraignante ou ne touchera les droits des parties à moins d'être faite par écrit par l'autorité contractante dans le cas d'une renonciation faite par le Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur dans le cas d'une renonciation faite par l'entrepreneur.
- 16.4 La renonciation par une partie à l'inexécution d'une modalité ou d'une condition quelconque du contrat n'empêchera pas la mise en application de cette modalité ou de cette condition par cette partie en cas d'inexécution ultérieure et ne sera pas réputée ou interprétée comme une renonciation à une quelconque inexécution ultérieure.
- CG17. INTÉGRALITÉ DU CONTRAT**
- 17.1 Le contrat constitue l'intégralité de l'accord conclu entre les parties sur l'objet concerné et annule toute négociation, communication ou entente antérieure sur le même objet, à moins qu'elle ne soit incorporée par renvoi dans le contrat.
- CG18. LANGUES OFFICIELLES**
- 18.1 Conformément à la *Loi sur les langues officielles*, tous les sondages, questionnaires, rapports ou autres formulaires peuvent devoir être rédigés ou établis dans les deux langues officielles à l'appréciation du représentant du Ministère.

**CG19. RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS**

- 19.1 Toute information de nature confidentielle touchant aux affaires de Sa Majesté, à laquelle il est donné à l'entrepreneur ou au représentant, employé ou agent de ce dernier d'accéder en raison des travaux à accomplir en vertu du présent marché, doit être traitée comme de l'information confidentielle, aussi bien pendant qu'après la prestation des services.
- 19.2 Toutes les personnes travaillant dans les locaux d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada en vertu d'un contrat doivent signer une déclaration de confidentialité et accepter de passer une vérification de sécurité au niveau prescrit pour les travaux confiés. Les droits d'accès aux locaux et au matériel d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada cesseront à la fin du contrat.

**CG20. PAIEMENT**

- 20.1 Les paiements effectués dans le cadre du présent contrat, à l'exception des avances ou paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, la bonne fin et la livraison des travaux ou de toute partie de ceux-ci à la satisfaction du Ministre, mais assujettis à la présentation d'une demande de paiement au représentant du Ministère.
- 20.2 Sous réserve de l'existence du crédit parlementaire et du respect de la clause CG20.1, le Ministre procédera au paiement :
- 20.2.1 dans le cas d'un paiement anticipé, dans les trente (30) jours de la signature du présent contrat par les deux parties, ou dans les trente (30) jours de la réception d'une facture demandant un paiement, selon la date la plus tardive;
- 20.2.2 dans le cas de paiements échelonnés, dans les trente (30) jours suivant la réception des travaux dûment terminés ou d'un rapport sur l'avancement des travaux, ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, selon la date la plus tardive;
- 20.2.3 dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la réception des travaux dûment terminés ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, selon la date la plus tardive.
- 20.3 Aux fins de ce contrat, on entend par jour complet toute période de sept heures et demie (7,5) dans n'importe quelle tranche horaire de vingt-quatre (24) heures.
- 20.4 Si l'entrepreneur travaille pendant une période d'une durée inférieure ou supérieure à celle d'un jour complet, il sera payé, au taux horaire de l'entreprise, au prorata du nombre d'heures pendant lequel il a ainsi travaillé.
- 20.5 Si Sa Majesté s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, elle devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser le fournisseur de la nature de l'objection. Formulaire de la facture » signifie une facture qui contient la documentation à l'appui ou qui est accompagnée de celle-ci, comme l'exige Sa Majesté. Si Sa Majesté ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée dans la

clause CG20.1 servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

- 20.6 Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le paiement ne sera versé à l'entrepreneur que si, en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi sur demande et à la satisfaction du Ministre, qu'elle était exempte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge.

**CG21. INTÉRÊT SUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE**

- 21.1 Aux fins de la présente partie
- 21.1.1 « Taux moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte canadien en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps à autre par la Banque du Canada, c'est-à-dire le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 21.1.2 « Date de paiement » correspond à la date que porte le titre négociable tiré par le receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible.
- 21.1.3 Un montant est « dû et exigible » quand il est dû par le Canada à l'entrepreneur et exigible par ce dernier, conformément aux termes du contrat.
- 21.1.4 Un montant est « en souffrance » quand il demeure impayé le lendemain du jour où il est devenu exigible.
- 21.1.5 Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen annuel majoré de trois pour cent (3 %), sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance, jusqu'au jour qui précède la date de paiement y compris. L'intérêt est versé sans avis de la part de l'entrepreneur.
- 21.1.6 Le Canada ne versera pas d'intérêts en application de la présente clause lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
- 21.1.7 Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés ou avances dus.

**CG22. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE (TPS/TVH), TVA OU AUTRES IMPÔTS DE DROIT COMMUN**

- 22.1 Sauf disposition contraire, dans le présent contrat, tous les prix et montants sont indiqués hors TPS, TVH, TVA ou autres impôts de droit commun. La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou autres impôts de droit commun, selon ce qui est applicable, viennent en sus du prix indiqué dans le présent contrat et seront payés par le Canada
- 22.2 Le montant estimatif de la TPS, de la TVH, de la TVA ou des autres impôts de droit commun est inclus dans le coût estimatif total. Dans la mesure où ils sont applicables, la TPS, la TVH, la TVA ou les autres impôts de droit commun seront incorporés dans toutes les factures et réclamations de paiement partiel et indiqués comme un article séparé sur ces

documents. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels la TPS, la TVH, la TVA ou les autres impôts de droit commun ne s'appliquent pas seront indiqués comme tels sur toutes les factures. L'entrepreneur accepte de payer à l'organisme gouvernemental pertinent tous les montants de TPS, TVH, TVA ou autres impôts de droit commun payés ou dus.

#### **CG23. INCAPACITÉ DE CONCLURE UN CONTRAT AVEC LE GOUVERNEMENT**

**23.1** L'entrepreneur atteste que lui-même, ses employés et ses représentants n'ont pas été trouvés coupables d'infraction en vertu des dispositions suivantes du Code criminel :

**23.1.1** Article 121, Fraudes envers le gouvernement;

**23.1.2** Article 124, Achat ou vente d'une charge; ou

**23.1.3** Article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.

(Le paragraphe 750(3) du Code criminel stipule que nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée aux articles précédents n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec le gouvernement, pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat avec le gouvernement ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.)

#### **CG24. CERTIFICATION – COMMISSIONS**

**24.1** L'entrepreneur atteste ne pas avoir versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, une commission pour le démarchage, la négociation ou l'obtention du présent marché, à quiconque sauf à un employé agissant dans le cadre normal de ses fonctions, et il s'engage à ne jamais le faire.

**24.2** Tous les comptes et dossiers relatifs aux versements d'honoraires ou d'autres rémunérations pour le démarchage, l'obtention ou la négociation du présent marché sont assujettis aux dispositions du contrat relatives aux comptes et à la vérification.

**24.3** Si l'entrepreneur fait une fausse attestation en application de la présente disposition, ou ne s'acquitte pas des obligations que celle-ci lui impose, le Ministre peut soit retirer les travaux des mains de l'entrepreneur pour manquement, soit recouvrer de l'entrepreneur le plein montant de la commission, notamment en le défalquant du prix indiqué dans le présent contrat.

**24.4** Dans la présente clause :

**24.4.1** « Commission » signifie tout paiement ou autre rémunération qui dépend ou est calculé en fonction du succès obtenu en rapport avec le démarchage, la négociation ou l'obtention d'un contrat du gouvernement, en totalité ou en partie.

**24.4.2** « Employé » s'entend d'une personne avec laquelle l'entrepreneur a des rapports employeur-employé.

**24.4.3** « Personne » désigne une personne physique ou un groupe de personnes physiques, une personne morale, une société en nom collectif, une organisation ou une association et, notamment toute personne qui doit s'enregistrer auprès du greffier en application de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), parfois modifiée.

#### **CG25. TAXE DE VENTE PROVINCIALE**

**25.1** Les marchandises et/ou services commandés/achetés par le présent contrat sont pour l'usage d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada qui en fait l'acquisition avec des fonds de l'État, et ne sont donc pas assujettis à une taxe de vente provinciale visible.

#### **CG26. SANCTIONS INTERNATIONALES**

**26.1** De temps en temps, conformément à ses obligations à l'égard des Nations Unies ou d'autres obligations internationales, le Canada peut imposer des restrictions relativement au commerce, aux opérations financières ou autres échanges avec un pays étranger ou ses ressortissants. Ces sanctions peuvent être mises en œuvre par voie de règlement en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. (1992), ch. 17, ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, L.R.C. (1985), ch. E-19. Lors de l'exécution du marché, l'entrepreneur accepte de respecter les règlements qui sont en vigueur à la date d'entrée en vigueur du marché, et il exigera que ses sous-traitants du premier niveau fassent de même.

**26.2** L'entrepreneur accepte que le Canada se fonde sur l'engagement de l'entrepreneur énoncé dans la clause CG26.1 pour conclure le marché et qu'advenant violation dudit engagement, le Canada est en droit de résilier le marché en vertu des dispositions du contrat qui concernent le manquement de l'entrepreneur et de réclamer à celui-ci des dommages-intérêts et les frais de réapprovisionnement qu'occasionnera la résiliation.

**26.3** Les pays ou les groupes qui sont actuellement visés par des sanctions économiques canadiennes sont énumérés dans le site d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada : <http://www.DFATD-macci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

**26.4** Le Canada fera tout son possible pour publier régulièrement ces règlements sur son babillard électronique, à titre de collaboration avec l'entrepreneur. Ce dernier reconnaît cependant que le texte publié dans la Gazette du Canada, Partie II, est le seul à faire autorité, et il renonce à toute réclamation à l'endroit du Canada, du Ministre ou de leurs employés ou agents, à l'égard de tous coûts, pertes ou dommages résultant de l'utilisation du texte d'un règlement reproduit sur le babillard électronique.

**26.5** Si le marché est conclu avant l'imposition d'une sanction décrite à la clause CG26.1, Sa Majesté se réserve le droit de mettre fin au marché, conformément à la clause CG8.

#### **CG27. STATUT ET REMPLACEMENT DU PERSONNEL**

**27.1** Si, à n'importe quel moment du contrat, l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne qui doit exécuter le travail prévu au contrat, il est tenu de fournir immédiatement les services d'un remplaçant dont les qualités et



- l'expérience sont semblables. L'entrepreneur avisera le Ministre dès que possible :
- 27.1.1 du motif du remplacement de la personne qui doit exécuter le travail;
- 27.1.2 du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
- 27.1.3 il fournira également la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
- 27.2 Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant, conformément à la clause CG27.1.
- 27.3 Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'aura pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- 27.4 Si l'entrepreneur a l'intention de recourir, pour l'exécution de ce contrat, à une ou des personnes qui ne sont pas ses employés, il atteste ici que cette ou ces personnes ne sont soumises à aucune clause restrictive relevant des mesures de restriction d'échange qui la ou les empêcherait de fournir leurs services dans le cadre de ce travail, et l'entrepreneur atteste ici qu'il a l'autorisation écrite de cette personne (ou de l'employeur de celle-ci) d'offrir ses services dans le cadre des travaux à réaliser pour exécuter ce contrat.
- CG28. POTS-DE-VIN**  
L'entrepreneur déclare et convient qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.
- CG29. DIVISIBILITÉ**  
29.1 Si une quelconque des dispositions du contrat est déclarée invalide, illégale ou inapplicable par un tribunal compétent, cette disposition sera retirée du contrat et toutes les autres dispositions du contrat demeureront en vigueur et applicables.
- CG30. DROITS D'AUTEUR**  
30.1 Dans la présente clause :  
30.1.1 « Matériel » comprend tout ce qui est créé ou élaboré par l'entrepreneur dans le cadre des travaux en vertu du contrat, et pour quoi subsistent des droits d'auteur, mais cela ne comprend pas les programmes informatiques et la documentation sur les logiciels connexes;  
30.1.2 « Droits moraux » a la même signification que dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. (1985), ch. C-42.
- 30.2 En ce qui concerne le matériel, les droits d'auteur seront dévolus au Canada et l'entrepreneur incorporera dans tout le matériel le symbole des droits d'auteur et l'avis suivant.
- 30.3 SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année).
- 30.4 Au moment de l'achèvement du contrat, ou à un autre moment à la demande de l'entrepreneur ou du Ministre, l'entrepreneur divulguera au Ministre, dans les moindres délais et de manière complète, tout le matériel créé ou élaboré dans le cadre du contrat.
- 30.5 Quand les droits d'auteur de tout le matériel sont dévolus au Canada en vertu du contrat, l'entrepreneur exécutera ces transferts et ceux des autres documents concernant le titre ou les droits d'auteur, selon les exigences du Ministre.
- 30.6 L'entrepreneur ne devra utiliser, copier, divulguer ou publier aucun matériel, sauf si cela est nécessaire pour l'exécution du contrat.
- 30.7 À la demande du Ministre, l'entrepreneur fournira au Canada, au moment de l'achèvement des travaux ou à un autre moment selon les exigences du Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, établie sous une forme admissible par le Ministre par chacun des auteurs qui a contribué à l'élaboration du matériel.
- 30.8 Si l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce ici de manière permanente à ses droits moraux à l'égard du matériel.
- CG31. CONFORMITÉ À LA POLITIQUE RELATIVE À L'UTILISATION ACCEPTABLE DU RÉSEAU**  
31.1 L'entrepreneur doit en tout temps, au cours de l'exécution des travaux, se conformer à la Politique sur l'utilisation des réseaux électroniques du MAECD. Un entrepreneur qui ne se conforme pas aux conditions de la Politique peut s'exposer à la résiliation du contrat aux termes de la clause CG8.
- CG32. TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**  
32.1 L'entrepreneur reconnaît que le MAECD est lié par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. (1985), ch. P-21, en ce qui a trait à la protection des renseignements personnels telle qu'elle est définie dans cette Loi. L'entrepreneur gardera privés et confidentiels tous les renseignements personnels recueillis, créés ou traités par ses soins dans le cadre du contrat et ne les utilisera pas, ne les copiera pas, ne les divulguera pas, ne s'en départira pas et ne les détruira pas, sauf conformément à la présente clause et aux dispositions relatives à l'exécution du contrat. Tous ces renseignements personnels sont la propriété d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada et l'entrepreneur n'aura pas de droits sur cette information. Au moment de l'achèvement ou de la résiliation du contrat ou à tout moment antérieur, selon les exigences du Ministre, l'entrepreneur devra remettre à Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada tous les renseignements personnels, qu'elle qu'en soit la forme, notamment tous les documents de travail, notes, mémoires, rapports, données lisibles par machine ou autrement, ainsi que la documentation qui a été élaborée ou obtenue en rapport avec le présent contrat. Au moment de la remise des renseignements personnels à Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, l'entrepreneur n'aura pas le droit de retenir cette information sous quelque forme que ce soit et

devra s'assurer qu'aucun dossier de renseignements personnels ne reste en sa possession.

**CG33. LANGUE**

**33.1** La langue de communication entre Sa Majesté et l'entrepreneur sera l'anglais ou le français.

**CG34. DIVULGATION PROACTIVE**

**34.1** Le gouvernement du Canada s'est engagé à divulguer publiquement tous les marchés auxquels il est partie pour des montants supérieurs à 10 000 dollars, avec seulement des exceptions très limitées, comme dans le cas de marchés qui touchent la sécurité nationale. Ces exigences couvrent les marchés concernant les produits et services. L'une des conditions du présent contrat est que l'information liée aux éléments de données suivants qu'il contient – nom du vendeur, numéro de référence, date du contrat, description des travaux, période de contrat ou date de livraison, valeur du marché – sera recueillie et affichée dans le site intranet ministériel : <http://www.fac-aec.gc.ca/departement/disclosure/menu-fr.asp>. L'information qui serait normalement retenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la *Loi*

*sur la protection des renseignements personnels* n'apparaîtra pas dans ce site Web. Cette « divulgation publique » vise à assurer que l'information contenue dans le contrat est recueillie et présentée uniformément dans l'ensemble du gouvernement, et d'une manière qui favorise la transparence et facilite l'accès public.

**CG35. SANTÉ ET SÉCURITÉ**

**35.1** En remplissant ses obligations aux termes du présent marché, l'entrepreneur veille à ce que ses employés et ses représentants disposent de tous les vêtements et équipements de sécurité requis pour accomplir les travaux demandés.

L'entrepreneur s'assure également que ses employés et ses représentants respectent tous les règlements, normes et procédures de santé et de sécurité pertinents et en vigueur localement, qu'ils ont reçu la formation nécessaire concernant tous les équipements de sécurité imposés par la législation locale, et qu'ils se servent de ces équipements dans l'accomplissement des travaux demandés.

## APPENDICE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'entrepreneur exécutera et achèvera les travaux décrits dans le présent contrat. Aux fins du présent contrat, « entrepreneur » s'entend de la partie qui offre les services de soutien de gestion de projet et des services d'estimation et contrôle des coûts de construction. Les autres parties, tels que les entrepreneurs en construction peuvent être appelés concepteurs-constructeurs dans le présent document.

A. ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Le gouvernement du Canada, par l'entremise d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD), aménage les locaux de la Délégation canadienne conjointe au nouveau siège de l'OTAN à Bruxelles, en Belgique. La nouvelle construction (clé en main) comprendra une superficie approximative nette de 899 m<sup>2</sup> de locaux à bureaux sur environ 1 593 m<sup>2</sup> de superficie louable de catégorie « A », qui est conçue comme étant une installation hautement spécialisée dont la mise en œuvre nécessite une expertise technique élevée.

Le projet est livré selon le principe de la conception-construction. Le concepteur-constructeur est CIT Blaton (S.A.). Le contrat de construction est un marché à prix forfaitaire fixe en euros qui repose sur le contrat type de la FIDIC « General Conditions of Contract for EPC Turnkey Projects (The Silver Book) », première édition, 1999, et sa valeur est estimée à 3,5 millions d'euros. La construction sera exécutée de manière à répondre aux exigences du Code national du bâtiment du Canada et des codes de la Belgique qui sont applicables.

## B. GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Les travaux visent à fournir des services de soutien de gestion de projet et des services d'estimation et contrôle des coûts de construction pour le projet décrit aux présentes. L'entrepreneur doit fournir les services nécessaires, à Bruxelles, en Belgique, sous la direction du représentant du Ministère.
- 1.2 L'entrepreneur aura un lien contractuel direct avec le MAECD. Il ne partagera de lien contractuel direct avec aucune tierce partie engagée dans le projet.
- 1.3 L'entrepreneur devra se familiariser avec les exigences contractuelles que le MAECD imposera aux tierces parties engagées dans le projet. L'entrepreneur ne doit en aucun cas agir de façon à modifier les dispositions contractuelles établies entre le MAECD et les autres parties.
- 1.4 Fournir des conseils éclairés sur des questions liées aux coûts et aux échéanciers relatifs au contrat de conception-construction.
- 1.5 Étapes du projet proposé

<i>Attribution du contrat de construction</i>	<i>10 février 2014 – Terminée</i>
<i>Approbation de la conception par le MAECD</i>	<i>3 mars 2014 – Terminée</i>
<i>Examen des documents soumis à 66 % d'achèvement</i>	<i>30 mai 2014 – Terminée</i>
<i>Examen des documents soumis à 99 % d'achèvement</i>	<i>30 juillet 2014 – Terminée</i>
100 % d'achèvement et Stratégie de préconstruction	Août au 30 novembre 2014
*Mobilisation du site	15 décembre 2014
*Début des travaux de construction	25 janvier 2015
*Démobilisation du site	25 décembre 2015
*Achèvement des travaux de construction	25 décembre 2015
Emménagement	25 janvier 2016

*\*Ces dates sont fermes et ne peuvent être déplacées. À noter que l'entrepreneur devra prévoir une certaine flexibilité de son échéancier des activités pour l'adapter en fonction de l'évolution des travaux de l'OTAN.*

### C. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SERVICE

Les services requis doivent comprendre notamment, mais non exclusivement, les tâches suivantes.

1.1 L'entrepreneur doit :

- vérifier que les instructions fournies par le MAECD, par exemple sur les produits livrables, les délais, les protocoles de communication et d'accès, sont clairement comprises et qu'elles sont respectées par son équipe;
- fournir les services sous la direction du représentant du Ministère;
- à n'importe quelle étape du projet, cerner les changements touchant la portée des travaux ou toutes autres questions qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier ou le budget ou qui pourraient ne pas correspondre aux directives ou aux approbations écrites déjà reçues, puis en informer le représentant du Ministère. L'entrepreneur doit énoncer en détail l'étendue et les raisons des modifications et obtenir une approbation écrite avant le début des travaux;
- à la demande du représentant du Ministère, assister aux réunions relatives à la conception et à la construction ainsi qu'à toute autre réunion;
- fournir les autres rapports requis en ce qui a trait aux services particuliers (section E);
- à la fin du projet, veiller à ce que les documents livrables soient présentés sur papier et sur fichier électronique conformément aux politiques du MAECD sur la gestion des documents.

1.2 En cas de réclamation présentée en vertu de tout contrat attribué par le MAECD aux fins d'exécution du présent projet ou découlant d'un tel contrat, l'entrepreneur doit participer aux réunions ou négociations avec le demandeur ou ses représentants, et notamment fournir les rapports avec documentation à l'appui nécessaires aux fins de résolution du différend ou de contestation de la réclamation.

### D. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE

1.1 La dotation doit s'effectuer en permanence et être axée sur la participation d'experts hautement qualifiés ayant des acquis et de l'expérience dans le cadre d'un projet similaire. Le personnel fourni pour ce contrat doit être du plus haut calibre possible conformément aux critères établis dans la DP. Consultez la clause CS1 pour d'autres dispositions à cet égard.

1.2 À tout le moins, le personnel de direction doit comprendre les employés suivants, sans en exclure d'autres :

Métreur (économiste) principal

Métreur (économiste) subalterne

L'équipe du métreur (économiste) est responsable du contrôle des exigences du projet en matière de contrôle des coûts et de gestion des échéanciers. Il n'est pas nécessaire que le métreur se consacre à temps plein au projet, mais les heures requises varieront en fonction de la progression des travaux.

- 1.3 Doivent s'ajouter au personnel de direction les employés de soutien administratif nécessaires pour accomplir tous les travaux requis.
- 1.4 Les ressources de l'équipe seront en poste à Bruxelles, en Belgique.
- 1.5 Les bureaux et le matériel de bureau dont l'entrepreneur aura besoin seront fournis par celui-ci.

## E. SERVICES PARTICULIERS

### E1 Soutien à la gestion des échéanciers

#### L'entrepreneur doit :

- 1.1 Fournir des services de soutien sommaire à la gestion des échéanciers gérés par un métreur (économiste) qualifié ayant de l'expérience dans le domaine de la construction en Belgique. Le programme de gestion des échéanciers vise à surveiller et à contrôler l'échéancier du projet et à informer le représentant du Ministère de l'avancement du projet, à surveiller les besoins à long terme en matière de planification, à cerner les tâches qui sont retardées et à examiner les procédures pour résoudre le retard, et à faire en sorte que le projet respecte de nouveau le calendrier principal. Le cas échéant, le représentant du Ministère déterminera les examens particuliers à effectuer.
- 1.2 Examiner et évaluer les échéanciers des travaux et de la construction, les rapports d'avancement et les mises à jour de l'échéancier et en informer le représentant du Ministère.

### E2 Soutien à la gestion des coûts

#### L'entrepreneur doit :

- 1.1 Fournir un service de soutien sommaire à la gestion des coûts, géré par un métreur (économiste) qualifié ayant de l'expérience en Belgique. Le programme de contrôle des coûts vise à surveiller le plan des coûts et à conseiller au représentant du Ministère des mesures permettant de contrôler les dépenses du projet et de gérer la trésorerie tout en respectant l'échéancier du projet.
- 1.2 Comparer les devis et les plans de coûts aux mesures étalons locales et à l'échéancier du projet et produire des rapports détaillés concernant la fiabilité des valeurs et des prévisions de trésorerie. Ces examens peuvent porter sur les sujets suivants, sans s'y limiter :
  - Élaboration du concept;
  - Documents de construction à 66 % de la phase de développement;
  - Documents de construction à 99 % de la phase de développement;
  - 100 % d'achèvement et Stratégie de préconstruction;
  - Demandes mensuelles de paiement partiel;
  - Coûts proposés de modification des contrats.
- 1.4 Examiner le paiement (mensuel) au prorata des travaux proposés et conseiller le représentant du Ministère à ce sujet. Informer le représentant du Ministère des prévisions relatives aux flux de trésorerie.
- 1.5 Examiner les propositions chiffrées se rapportant aux modifications afin de déterminer si elles sont raisonnables et justifiées, et conseiller le représentant du Ministère à ce sujet.

Intégrer dans le budget du projet les estimations de toutes les modifications proposées et faire des recommandations au représentant du Ministère.

- 1.6 À la demande du représentant du Ministère, fournir une estimation indépendante détaillée des ordres de modification désignés au fur et à mesure qu'ils se présentent. Cerner les écarts par rapport aux estimations des tierces parties. Analyser les écarts et proposer des solutions au besoin.
- 1.7 Énumérer l'ensemble des hypothèses, inclusions, exclusions et avis recensés dans le cadre de chaque examen.
- 1.8 Définir les risques modérés et élevés à prévoir concernant le projet et la construction. Accompagner si possible de données quantitatives.

#### **F. Produits livrables**

L'estimation peut être fournie selon une répartition des coûts par éléments conforme au format de l'Institut canadien des économistes en construction (analyse élémentaire de l'ICEC) ou à un équivalent convenu, en format électronique (PDF ou MS Excel) et il doit comporter de l'information complémentaire. Tous les documents doivent être présentés en anglais.

#### **G. Contraintes**

Sa Majesté fournira à l'entrepreneur tous les documents requis pour la réalisation du mandat. Aucun déplacement ne sera nécessaire à l'extérieur de Bruxelles, et tous les déplacements seront effectués aux frais de l'entrepreneur.